



## PREFET DU DOUBS

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT FRANCHE-COMTÉ

*Unité territoriale Centre  
Antenne de Besançon*

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE en application de  
l'article L.171-8 du CE (non respect de  
prescriptions techniques)**

**SOCIÉTÉ ONYX EST  
25680 CUBRY**

AP – 2013 – 344 0007 - DREAL

LE PRÉFET,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU

- le Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8.
- l'annexe de l'article R.511-9 dudit code, portant nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013-198-0020 du 17 juillet 2013 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6060 du 19 novembre 1998 qui a fixé des aménagements complémentaires à la société KLEBER ENVIRONNEMENT ;
- le rapport de l'Inspecteur de l'Environnement du 16 septembre 2013 relatant le non respect des prescriptions correspondantes des arrêtés susvisés ;
- le courrier du 16 septembre 2013 transmettant à l'exploitant le rapport susvisé et l'informant des suites envisagées à son encontre ;
- les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 octobre 2013 ;
- l'avis et les propositions de l'Inspection de l'Environnement en date du 16 septembre 2013 ;

### CONSIDERANT

- que lors de la visite en date du 14 août 2013, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants : absence de contrôle mensuel de la fluctuation des percolats à l'intérieur des alvéoles, tel que mentionné à l'article 4 de l'arrêté n° 6060 du 19 novembre 1998.
- que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral n° 6060 du 19 novembre 1998 susvisé ;

- que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société ONYX EST de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code précité ;
- que la réponse de l'exploitant par courrier du 17 octobre 2013 montre qu'aucun suivi mensuel du niveau des lixiviats dans les alvéoles n'a été effectué. Seul le débit du volume de lixiviats au point bas fait l'objet d'un suivi.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté,

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1**

La Société ONYX EST est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CUBRY, de satisfaire aux prescriptions de l'article 4 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral n° 6060 du 19 novembre 1998 susvisé et, à cet effet dans un délai de 1 mois de relever mensuellement le niveau de lixiviats dans les équipements existants.

### **ARTICLE 2**

Si au terme des délais fixés à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 susvisé, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Besançon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société ONYX EST à CUBRY.  
Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du Maire de CUBRY.

### **ARTICLE 5**

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté ainsi que le Maire de CUBRY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- à M. le Maire de CUBRY.

Besançon, le **10 DEC. 2013**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional,

L'Adjoint du Directeur Régional

  
Patrick SEACH